

17-07-1996

**COMMISSION PERMANENTE DE
CONTROLE LINGUISTIQUE**

Commission siégeant sections réunies
Séance du 27 juin 1996

Présents:

madame A. VAN CAUWELAERT - DE WYELS, président

Section française:

monsieur BERTOUILLE, vice-président

madame SOUGNE et monsieur CHERUY, membres effectifs

monsieur LONFILS, membre suppléant

Section néerlandaise:

monsieur VAN EECKAUTE, vice-président

messieurs BOES, MEEUS, VAN BUYTEN et VANDENBOSSCHE,
membres effectifs

Secrétaires:

monsieur BUSINE, directeur d'administration,

monsieur VAN SANTEN, directeur d'administration -
adjoint bilingue

27.198/I/PN
RC/DV

Par lettre du 30 novembre 1995, le ministre de la Défense nationale a demandé l'avis de la Commission permanente de Contrôle linguistique (C.P.C.L.) au sujet d'un projet d'arrêté royal fixant les cadres linguistiques du personnel de la Direction de l'Office de renseignements et d'Aide aux familles des militaires (O.R.A.F.).

Sur la base des articles 60, § 1, et 61, §§ 2, et 5, des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966 (L.L.C.), la C.P.C.L., siégeant sections réunies, a examiné ce projet en ses séances des 1er février 1996 et 27 juin 1996 et a émis l'avis suivant.

Le ministre propose l'adaptation suivante.

Degrés de la hiérarchie	Cadre N	Cadre F
4	1	-
5	1	1
6	1	1
7	3	3
TOTAL	6	5

Les organisations syndicales ont été consultées.

1) Description des missions de l'O.R.A.F.

En tant que service social de l'armée et de la gendarmerie, l'O.R.A.F. a la mission d'apporter une aide psycho-sociale aux membres des communautés de militaires et de gendarmes.

a) Information

- 1) générale: au sujet de chaque sujet touchant au psycho-social, tant dans le cadre de la vie professionnelle que privée;
- 2) législation sociale: aide dans les matières complexes ou non de la législation sociale: pension et allocations familiales;
- 3) vie professionnelle: information spécifique relative à la situation professionnelle.

b) avis

- 1) Se trouve au service des membres de la communauté pour leur donner des avis sur le plan personnel ou professionnel. Pour des pas importants dans leur carrière, ils peuvent faire appel à l'O.R.A.F., et un avis social fondé sera alors transmis aux autorités;
- 2) les autorités peuvent elles-mêmes également faire appel à l'O.R.A.F. dans le cas où elles envisagent de prendre des mesures ayant des conséquences sociales à l'égard d'un subordonné;
- 3) en tant que service social, l'Office a également un rôle de signal à remplir vis-à-vis des autorités. Il peut les mettre au courant des problèmes structurels et formuler des propositions de solutions ou d'améliorations.

c) aide psycho-sociale

Lors de problèmes personnels, d'ordre familial ou relationnels, il peut être fait appel au service. Les assistants sociaux, sur la base des méthodologies, soit traitent eux-mêmes les problèmes, soit les renvoient à d'autres services spécialisés ou collaborent avec ces derniers.

d) aide financière

Se présente sous la forme d'accompagnement et dans certains cas d'aide à gérer le budget ou même de secours sous forme de dons, emprunts et d'avances. Chaque intervention est individuelle et presque jamais purement forfaitaire.

De plus, il faut que cela cadre dans un plan plus large qui comprend non seulement des aspects financiers mais aussi psycho-sociaux.

e) prêts ménagers

Les prêts qui sont accordés dans des circonstances déterminées pour l'établissement d'un prêt ménager, ont un caractère un peu forfaitaire, mais ne sont jamais accordés sans enquête individuelle.

f) aide en cas de décès, d'accident

Une permanence de 24 heures sur 24 est assurée, à laquelle il peut être fait appel en cas de décès et d'accident. Le service prend la responsabilité de faire la communication à la famille et reste à la disposition (parfois plusieurs mois) pour apporter une aide tant administrative et financière que humaine.

g) avis juridique

Chaque militaire ou gendarme peut faire appel soit à l'assistant social, soit au conseiller juridique et attaché au service. Cette aide peut être accordée tant pour des problèmes d'ordre privé que pour des matières en rapport avec l'exercice de la profession.

Degrés 4 à 7

Il résulte des renseignements communiqués par le ministre de la Défense nationale et par l'O.R.A.F. que le volume de travail comporte une part d'activités d'étude et de conception et d'autre part, de tâches d'exécution.

Pour 18% du volume de travail, soit 2 emplois affectés à des tâches de nature générale ainsi que d'étude et de conception, la clé de répartition 50/50 doit être appliquée. Pour 82% du volume de travail relatif aux tâches d'exécution, soit 9 emplois, la C.P.C.L. estime que l'on peut prendre en considération le nombre de dossiers traités en 1995 soit 48,4%F-51,6%N.

En appliquant la proportion 50/50 à 18% des tâches, et la proportion 48,4%F-51,6%N à 82% des tâches, on obtient une proportion 48,7%F-51,3%N soit 5F-6N ce qui correspond à la proposition du ministre (voir tableau en annexe).

Par conséquent, la C.P.C.L. émet un avis favorable à la répartition proposée.

Le présent avis est communiqué au ministre de la Défense nationale qui, conformément à l'article 61, § 3, 2ième alinéa, des L.L.C., est invité à communiquer à la C.P.C.L. la suite qu'il y réservera.

Fait à Bruxelles, le 27 juin 1996.

Les Secrétaires,

Le Président,

J.M. BUSINE Th. VAN SANTEN

A. VAN CAUWELAERT-DE WYELS

Annexe à l'avis n° 27.198 du 27 juin 1996
relatif aux cadres linguistiques de l'O.R.A.F.

<i>Services</i>	<i>Nombre</i>	<i>F%</i>	<i>N%</i>	<i>F</i>	<i>N</i>
<i>d'exécution</i>	<i>9</i>	<i>48,4</i>	<i>51,6</i>	<i>435,6</i>	<i>464,4</i>
<i>de nature générale et d'étude et de conception</i>	<i>2</i>	<i>50</i>	<i>50</i>	<i>100</i>	<i>100</i>
<i>TOTAL</i>	<i>11</i>	<i>48,7</i>	<i>51,3</i>	<i>535,6</i>	<i>564,4</i>